

Journal de Roubaix

DIRECTRICE-PROPRIÉTAIRE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

10 CENTIMES
LE NUMÉRO

Bureaux et Rédaction : ROUBAIX, Grande-Rue, 71
TOURCOING, 33, rue Carnot

Les Annonces et les Abonnements sont reçus
71, Grande-Rue, à ROUBAIX
et 47, rue Le Pelletier, à PARIS

Nos Troupes à Metz. - Pétain maréchal de France

LES FRANÇAIS A METZ sous la conduite du Maréchal Pétain

Les troupes de la 10^e Armée française, ayant à leur tête le maréchal Pétain, sont entrées à Metz, au milieu d'un enthousiasme indescriptible.

La 10^e Armée eut grand honneur, après avoir, en quelques jours, successivement traversé Mars-la-Tour, Gravelotte, Saint-Privat, ces champs de bataille sur lesquels, il y a 48 ans, luttèrent avec héroïsme, les soldats de 1870. Le maréchal Pétain, commandant en chef des armées françaises, était à la tête des troupes que dirigeait le général de Castelnau, commandant le groupe des armées de l'Est, et le général Mangin, commandant la 10^e Armée, né à Metz.

Quelle émotion et glorieuse journée de notre histoire que celle-ci, qui vit le retour de nos soldats dans cette cité restée, en dépit des efforts de l'ennemi, profondément française !

Une foule vibrante se pressa au-devant de nos troupes, les encadra, poussant de chaleureuses acclamations, brandissant des drapeaux, jetant des fleurs. Aux fenêtres de toutes les maisons, des drapeaux aux trois couleurs étaient arborés. Les femmes, les jeunes filles, avaient revêtu leur pittoresque costume national.

Pétain maréchal de France

Les ministres se sont réunis à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Sur la proposition de M. Clémenceau, président du Conseil, ministre de la Guerre, le Conseil a décidé d'élever le général Pétain à la dignité de maréchal de France.

Le nouveau maréchal

Le maréchal Pétain est né le 24 avril 1856, à Cauchy-la-Tour (Pas-de-Calais). Colonel au début de la guerre, son avancement fut prodigieusement rapide, car son action victorieuse se fit sentir dans la plupart des grandes opérations de cette guerre : Artois, Champagne, Verdun. Général de brigade le 30 août 1914, il commanda en cette qualité à la Marne. Pendant quelques jours seulement, il exerça le commandement intérimaire d'une division et fut, le 14 septembre 1914, nommé divisionnaire à titre temporaire. Commandant de corps d'armée le 23 octobre 1914, général de division à titre définitif le 20 avril 1915, il prit part, à la tête du 33^e corps d'armée, à l'offensive d'Artois du 9 mai 1915. En juin de la même année, il prenait le commandement d'une armée.

Au moment de l'attaque du kronprinz, en février 1916, contre Verdun, le général de Castelnau, envoyé par le général Joffre, commandant en chef, pour étudier sur place la situation, proposa de confier la défense de la place forte au général Pétain, qui fut appelé le 25 février à la tête de la 2^e Armée. On se rappelle comment il réussit à « rétablir la situation » et à empêcher l'ennemi d'atteindre Verdun. Au mois de mai, il passait le commandement de la 2^e Armée au général Nivelle, et était nommé commandant du groupe des armées du centre. Il conserva ce poste jusqu'au 29 avril 1917, date à laquelle il fut nommé chef d'état-major général de l'armée, et quelques jours plus tard, le 15 mai, il succédait au général Nivelle en qualité de commandant en chef des armées françaises au nord et du nord-est.

Le maréchal Pétain qui, comme on vient de le voir, était simplement colonel au début de la guerre, était également à ce moment seulement chevalier de la Légion d'honneur. Il fut promu successivement, pendant la campagne, grand-officier le 27 avril 1915, grand-croix le 24 août 1917, médaillé militaire le 6 août 1918, le même jour où le général Foch était promu maréchal.

Sa dernière citation, décernée à l'occasion de sa médaille militaire, est ainsi conçue :

Henri-Philippe-Bénoni-Omer-Joseph Pétain, général de division, commandant en chef les armées du nord et du nord-est : au cours de cette guerre, dans les différents commandements qu'il a exercés : brigade, division, corps d'armée, armée, groupe d'armées, armée française, a toujours fait preuve des plus belles qualités morales et techniques. Soldat dans l'âme. N'a cessé de donner des preuves éclatantes du plus pur esprit du devoir et de la plus haute abnégation. A su toujours maintenir, dans les armées placées sous ses ordres, une discipline ferme et bienveillante ; a soutenu au suprême degré leur moral et exalté leur confiance. Vient de s'acquiescer des titres impérissables à la reconnaissance nationale, en brisant la ruée allemande et en la refoulant victorieusement.

Une proclamation de M. Mirman

M. Léon Mirman, commissaire de la République à Metz, a publié, dès qu'il a pris possession de son poste, une proclamation qui est certainement le premier document officiel en langue française affiché en Alsace-Lorraine depuis quarante-huit ans. En voici les principaux passages :

Frères et sœurs de Lorraine,
Citoyens de France,

En 1871, par un odieux abus de la force — qu'elle expie aujourd'hui — l'Allemagne avait arraché vos familles du sein de la douce France. Depuis près de cinquante ans, le vainqueur brutal vous a tenus sous le joug.

Après avoir accumulé les mensonges, puis les crimes, l'impérialisme allemand a vu se dresser contre lui les consciences indignées de tous les peuples libres. Ceux-ci se sont unis pour l'abattre. Ils l'ont abattu. Ils l'empêcheront de nuire. Le nom allemand ne sera plus redouté dans le monde. Votre servitude est finie, votre long cauchemar est dissipé.

Vous reprenez aujourd'hui votre place à notre foyer, au moment où la France vient d'acquiescer aux yeux du monde entier un magnifique prestige. Ce prestige, la France ne le doit pas seulement à la vaillance incomparable de ses armées que vous acclamiez hier, à l'intelligence de ses chefs civils et militaires, à la souplesse robuste de ses institutions démocratiques, à l'action féconde de ses assemblées parlementaires, au labeur, à la fermeté civique, à l'union sacrée, à la belle tenue morale de toute la nation ; elle le doit aussi à la fidélité de ses enfants d'Alsace et de Lorraine.

Les généraux de Maud'huy et Bourgeois gouverneurs militaires de Metz et de Strasbourg

Les gouvernements militaires des deux capitales de la Lorraine et de l'Alsace viennent d'être désignés. C'est, pour Metz, le général de Maud'huy, ancien commandant d'armée, un Lorrain, et pour Strasbourg, le général Bourgeois, directeur du service géographique de l'armée.

Les Français sur le Rhin

Bâle, 20 novembre. — Un avant-garde française est entrée dans la ville de St-Louis, juste en face de Bâle.

A Thionville

Les troupes françaises sont entrées aujourd'hui à Thionville.

Les troupes alliées occupent, d'autre part, le bassin de Briey en totalité.

Le Retour des Prisonniers

Depuis dimanche, c'est, à la gare de l'Est, à Paris, une arrivée incessante de prisonniers militaires ou civils. Chaque train en amène, un peu plus, un peu moins. On en a compté 900 dimanche, 1.100 lundi. On estime que 10.000 environ sont en route.

Ils viennent des régions les plus diverses : de nos départements envahis, d'Alsace-Lorraine, de Belgique, du Luxembourg, d'Allemagne.

Les uns ont été rendus à la liberté après l'accomplissement de formalités minutieuses. D'autres, profitant du relâchement de la surveillance, se sont échappés des camps où ils étaient détenus ou du lieu où ils travaillaient. D'autres sont partis, sur l'invitation même de leurs gardiens, qui, en apprenant la signature de l'armistice, leur ont déclaré : « Maintenant, vous êtes libres. Vous pouvez vous en aller, comme vous voudrez, et quand vous voudrez. »

M. WILSON A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

New-York, 19 novembre. — L'Associated Press annonce que le président Wilson, après son adresse au Congrès, le 12 décembre, s'embarquera pour aller assister à la conférence de la paix.

M. Clémenceau et le Maréchal Foch candidats à l'Académie

La nouvelle est maintenant officielle. M. Clémenceau et le maréchal Foch sont candidats à l'Académie française : le président du Conseil au fauteuil d'Émile Faguet ; le maréchal Foch à celui du marquis de Vogüé.

ARRIVÉE DÉVAQUÉS EN FRANCE

258 rapatriés de Bruay-sur-Escaut, Roubaix, Tourcoing, (Nord) Avion et Méricourt (Pas-de-Calais), sont arrivés vendredi à la gare de Lyon.

— 171 rapatriés de Lille, Cambrai, Roubaix (Nord), sont arrivés, samedi, à la gare de Lyon.

— 278 rapatriés de Valenciennes et Marcq-en-Barœul sont arrivés, lundi, à la gare de Lyon.

LE RAPATRIEMENT PAR LA HOLLANDE

Les listes des personnes évacuées des régions envahies, rapatriées de Hollande, par Dieppe, se trouvent au Bureau de renseignements sur les régions en-

vahies, installé par le Ministère de l'Intérieur, 6, rue du Hanovre, Paris, où on peut les consulter.

Dieppe, 17 novembre. — Ce matin, à 7 heures 1/2, le *Bataavier-III* est entré au port, venant de Hollande, avec 318 personnes, parmi lesquelles de nombreuses femmes et enfants qui, précédées de la musique belge, se sont rendues en cortège au Casino.

M. Maurice Thoumyre, adjoint au maire, leur a souhaité la bienvenue.

Les Troubles de Bruxelles

LE RECIT D'UN TÉMOIN

Nos lecteurs connaissent, par les relations déjà données, les troubles graves qui ont éclaté parmi les soldats allemands à Bruxelles. Un de nos contributeurs, retour de Belgique, a été témoin de ces scènes et nous a fourni quelques détails intéressants que nous notons brièvement.

Déjà, à partir du samedi 9, les drapeaux des nations alliées flottaient aux fenêtres. C'est ce même jour que les drapeaux rouges se déploient ; on les voit, arborés aux automobiles allemandes ou précédant le piteux défilé des troupes. C'est le signal des troubles. Des soldats armés arrêtent les autos, forcent à descendre les officiers qui s'y trouvent, et les dégradent. Les prisons sont ouvertes, et les soldats en prévention de conseil de guerre mis en liberté.

Parmi la garnison, deux camps se forment, qui se distinguent, l'un par le brassard blanc que portent les soldats demeurés fidèles, l'autre par le brassard rouge. Les deux partis ne tardent pas à entrer en conflit : des rixes violentes éclatent aux abords de la Bourse, de la Gare du Nord et de la Monnaie.

Dans la soirée de dimanche, des coups de feu sont échangés, et les mutins incendient les kiosques à journaux, établis près de la Gare du Nord.

Lundi, les mitrailleuses entrent en action, toujours dans les mêmes quartiers. Toutes les cinq minutes, des rafales se font entendre. Il y a de nombreux morts, parmi lesquels quelques civils, victimes de leur imprudence ou de leur curiosité. On a tiré sur l'Hôtel Cosmopolite, place de la Gare du Nord, où s'abritaient un certain nombre d'officiers. Cet établissement a beaucoup souffert. Tous les soldats que l'on rencontre portent la cocarde rouge à leur coiffure.

Le mardi, le calme semblait revenu. Le lendemain commence le départ des Allemands : il est des plus piteux.

Samedi dernier, il y avait encore des soldats allemands, qui assistèrent à l'entrée des premiers soldats alliés à Bruxelles. Ceux-ci, sous les yeux des Allemands, sont portés en triomphe par la population, qui manifeste une joie délirante.

M. Inghels, Député de Tourcoing à la Chambre

La séance de la Chambre était à peine commencée, quand M. Inghels, député rapatrié de la 3^e circonscription de Lille, fit son entrée dans la salle.

Les députés se lèvent et l'applaudissent, et M. Deschanel lui souhaite la bienvenue.

M. Inghels monte alors à la tribune.

— Jamais, dit-il, on ne pourra décrire les malheurs des populations qui ont été sous l'envahisseur. Les archives vous diront toutes les cruautés commises par les Allemands...

Il y a des milliers de faits. Il faut qu'on sache comment les Allemands ont compris l'occupation.

En 1916, j'ai été condamné à quarante-cinq jours de prison. Dans une cellule voisine, il y avait des jeunes gens et des jeunes filles. J'ai été le témoin de faits qui doivent soulever l'indignation du monde... J'ai entendu les hommes de garde descendre, la nuit. Il se passait des scènes ignobles.

J'ai eu l'occasion de voir, à Coblenz, des malheureux, esclaves d'un nouveau genre, qui osaient faire une réclamation et qui furent odieusement maltraités... J'y ai vu soixante-dix-sept ouvriers belges emprisonnés qui avaient simplement réclamé un peu de nourriture.

Nous touchions 250 grammes de pain et deux soupes par jour, composées uniquement de choux-raves et d'une poignée de farine.

Une voix — Et on parle de ravitailler l'Allemagne !

M. Ernest LAFONT. — On ferait mieux de ravitailler le Nord de la France !

M. INGHELS. — La mortalité était effroyable, et si nous n'avions pas reçu de biscuits, c'était la mort certaine. Quant aux colis, les Allemands volaient la plus grande partie de leur contenu !

Je demande que le gouvernement fasse une enquête sérieuse pour établir ces vols.

Permettez-moi de vous dire qu'au moment de mon rapatriement, nos agents en Hollande ont fait tout leur devoir pour le rapatriement des Français.

Ce que je vous demande, c'est d'assurer rapidement le ravitaillement du Nord... Je vous demande de vous souvenir des souffrances de ces populations. (Vifs applaudissements.)